



**RASSEMBLEMENT DU PEUPLE SOUVERAIN** pour  
une **FRANCE INDEPENDANTE ET UNE REPUBLIQUE SOCIALE**

RPS-FIERS@gmail.com

## **SALARIES DU PUBLIC & DU PRIVE** **CITOYENS - USAGERS - PME- Artisans & Commerçants**

### **NOUS SUBISSONS LES LOIS DE REGRESSION SOCIALE DE LA COMMISSION EUROPEENNE AU SERVICE DES PUISSANTS.**

**Les Gouvernements se font, depuis 30 ans, les serviteurs zélés du système mis en place par la finance internationale, les grands actionnaires, sanctuarisé par le traité de Lisbonne et pourtant refusé par le peuple... Ils mettent en péril l'économie de notre pays, notre système social, les principes républicains pourtant inscrits dans notre constitution.**

**Il suffit de lire les Recommandations de Bruxelles envoyées à chaque pays pour prendre connaissance des réformes de nos gouvernements qui se pressent d'obéir aux injonctions.**

#### **Recommandations de la commission européenne du 14 juillet 2015**

- 1 - Correction durable du déficit excessif d'ici 2017 au plus tard ;
- 2 - Accentuation des efforts sur les revues de dépenses ;
- 3 - Simplification et amélioration de l'efficacité du système fiscal pour stimuler l'investissement ;
- 4 - Maintien des réductions des coûts du travail ;
- 5 - Réforme du droit du travail pour lutter contre les rigidités du marché du travail ;
- 6 - Elimination des obstacles réglementaires à la croissance des entreprises.

**N.B. La dette illégitime constitue bien sur la cause des causes... Alors que c'est la plus grande arnaque du XX<sup>ème</sup> et XXI<sup>ème</sup> siècle!**

**A partir de là, le système peut tout justifier. C'est une honte!**

#### **Pour plus de précisions :**

**[http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/csr2014/csr2014\\_france\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/csr2014/csr2014_france_fr.pdf)**

merci de ne pas jeter sur la voie publique

**Agents de la fonction territoriale, agents hospitaliers, agents de la fonction d'état** vous êtes la proie de la volonté de la commission européenne via les ministères qui sont chargés de **réduire les effectifs, de réduire les promotions et ralentir l'avancement**, afin d'instaurer un service public minimum. Rappel : le concept de service public n'existe pas dans le traité de Lisbonne.

**La loi "déontologie" n'a de moral que son nom.** Le service public fait de l'ombre à l'économie libérale. Il faut donc abaisser, parfois détruire ces services qui pourtant représentent l'essentiel des besoins de la population en terme d'administrations, de soins, d'enseignements, de transport, de culture, de recherche...

**Les réorganisations des services, les délocalisations, les suppressions, les points d'indices bloqués, les heures de RTT pas toujours payées... La pénibilité du travail** face à la paupérisation de la société qui a besoin de ces services : **les fonctionnaires comme les citoyens ne doivent pas accepter ces lois anti sociales qui ruinent notre organisation républicaine.** Toutes ces réformes se font au détriment des agents et des populations.

**TOUT EST ORGANISE POUR DETRUIRE LA SOLIDARITE SOCIALE MISE EN PLACE PAR LE CNR.**

**IL N'Y A PAS DE FATALITE : REPRENONS LA MAIN SUR LA SOUVERAINETE NATIONALE ET POPULAIRE POUR QUE REVIENNENT "LES JOURS HEUREUX"!**